

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2012)
Heft: 1974

Artikel: Initiative Ecopop : un affront à l'intelligence humaine
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024701>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Initiative Ecopop: un affront à l'intelligence humaine

Jean-Pierre Ghelfi • 3 novembre 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/21920>

Halte à la surpopulation? Non, halte à la pauvreté

L'association Ecologie et population (Ecopop¹¹) a déposé une initiative populaire fédérale intitulée *Halte à la surpopulation – oui à la préservation durable des ressources naturelles*. Est-ce possible? Est-ce souhaitable? Pour engager un débat sur ce thème, il faut au préalable lire le texte – et tout le texte (voir en fin d'article) – qui sera soumis au vote populaire.

Une telle proposition fait inévitablement penser à Thomas Robert Malthus¹² (1766-1834) connu, nous dit Wikipédia, «pour ses travaux sur les rapports entre les dynamiques de croissance de la population et la production, analysés dans une perspective «pessimiste», totalement opposée à l'idée smithienne d'un équilibre harmonieux et stable. Son nom a donné dans le langage courant un adjectif, «malthusien», souvent négativement connoté (désignant un état d'esprit plutôt conservateur, opposé à l'investissement ou craignant la rareté), et une doctrine, le malthusianisme qui inclut une politique active de contrôle de la natalité pour maîtriser la croissance

de la population.»

C'est peu dire que les «prévisions» de Malthus, relatives à une croissance arithmétique de la production agricole et une croissance géométrique de la population, ne se sont pas vérifiées. L'amélioration du niveau de vie des populations du monde occidental, puis au Japon et plus récemment en Amérique du Sud et dans les pays du continent asiatique, a combiné croissance de la population et croissance économique – la seconde dépassant très nettement la première.

La grande oubliée par toutes les personnes qui se sont essayées à la prospective de très longue période a été ce qu'on appelle aujourd'hui la productivité des facteurs de production, ou en d'autres termes le progrès scientifique et technique. Autrement dit, on n'a pas accordé la place qui devait, ou aurait dû être attribuée à l'intelligence humaine qui, dans tous les domaines, a jusqu'à présent trouvé des solutions aux problèmes individuels ou collectifs qui se sont présentés.

Un mètre et demi de crottes de cheval

Il y a plusieurs années déjà, l'hebdomadaire britannique *The Economist* avait mis en

évidence l'incroyable difficulté à se projeter dans l'avenir lointain. Le journal illustre son propos en rappelant que si, au 19^e siècle, on avait imaginé un développement des transports publics urbains, alors assurés par des véhicules attelés, correspondant à l'importance qu'ils ont prise, les rues de Londres auraient été quotidiennement recouvertes par un mètre et demi de crottes de cheval! On en aurait évidemment déduit l'impossibilité d'une telle évolution.

Une réflexion identique aurait été faite en mettant en parallèle la croissance de la population de Londres et les fumées émises par tous les chauffages individuels. Or, l'air de Londres est aujourd'hui beaucoup plus salubre qu'il ne l'était au 19^e siècle, alors que sa population était très inférieure.

En fait, c'est la pauvreté et tout ce qu'elle implique en matière sanitaire, de scolarisation, d'absence de développement économique et de «flux migratoires internationaux en progression», pour citer la présentation de l'initiative d'Ecopop, qui est LE problème auquel nombre de pays sont encore confrontés, de même que

malheureusement beaucoup trop de personnes dans les pays développés. Partout où le niveau de vie progresse, la croissance démographique ralentit. D'ailleurs, dans un nombre croissant de pays d'Europe, Suisse comprise bien évidemment, le renouvellement naturel de la population n'est plus assuré. Sur ce thème, on peut lire avec profit le livre d'Emmanuel Todd et Youssef Courbage paru en 2007, *Le Rendez-vous des civilisations*. Si l'association Ecopop voulait vraiment lutter contre ce qu'elle prétend vouloir combattre, elle aurait dû lancer une initiative intitulée «*Halte à la pauvreté – oui à une amélioration durable des conditions de vie des gens*».

Le solaire s'imposera

Les prévisions démographiques de l'ONU, il y a une cinquantaine d'années, tablaient sur une terre comptant quelque 15 milliards d'habitants. Aujourd'hui, la prévision est de 9 milliards d'habitants. A long terme, la perspective est plutôt celle d'un déclin que d'une hausse continue. Il y a aussi une cinquantaine d'années, avec plus de deux milliards d'habitants en moins qu'aujourd'hui, le spectre d'une insuffisance de production alimentaire était évoqué. C'était avant ce qu'on a appelé, à l'époque, la révolution verte. Et des révolutions de ce genre, il en apparaît dans tous les domaines, quasi

quotidiennement. Toujours l'intelligence humaine, individuelle et collective, qu'on continue constamment de négliger ou de sous-estimer.

Tout est loin d'être idéal dans le monde dans lequel nous vivons. Les pollutions posent problème. Le réchauffement climatique est un défi gigantesque. Mais pourquoi penser que nous ne viendrons pas à bout de ces problèmes? *Le Temps*¹³ du samedi 3 novembre, reprenant un article du *Monde*, montre que des progrès spectaculaires peuvent être obtenus dans de courts laps de temps. Le solaire finira par s'imposer et permettra une réduction drastique des émissions nocives pour l'atmosphère. La société décarbonée est en route. Le monde y viendra, tout simplement parce qu'il n'y a pas d'alternative.

Sans doute faudrait-il avancer plus vite. Mais, les relations internationales sont quelque chose de très compliqué. Les nations ont chacune leur *ego*, même si on peut considérer qu'il est souvent fort mal placé, surtout lorsqu'on le considère de son propre point de vue... Et il y a la pauvreté. Toujours la pauvreté. Comment demander à des peuples qui commencent à peine d'en sortir ou qui n'en sont pas encore sortis de se soucier de développement durable et de lutte contre les pollutions? Comment freiner les mouvements migratoires qui

sont dus en partie aux violences, mais surtout à la pauvreté?

Ecopop propose une initiative inapplicable. Celle-ci impliquerait en particulier de dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes. Ce ne serait donc pas une surprise qu'elle obtienne le soutien de l'UDC. Plus fondamentalement, les prémisses de cette initiative sont l'expression d'une attitude réactionnaire, au sens propre du terme, et un affront à l'intelligence humaine.

Le texte de l'initiative Ecopop

I La Constitution fédérale est modifiée comme suit:

*Art. 73a (nouveau)
Population*

¹ La Confédération s'attache à faire en sorte que la population résidant en Suisse ne dépasse pas un niveau qui soit compatible avec la préservation durable des ressources naturelles. Elle encourage également d'autres pays à poursuivre cet objectif, notamment dans le cadre de la coopération internationale au développement.

² La part de l'accroissement de la population résidant de manière permanente en Suisse qui est attribuable au solde migratoire ne peut excéder 0,2% par an sur une moyenne de trois ans.

³ Sur l'ensemble des moyens que la Confédération

consacre à la coopération internationale au développement, elle en affecte 10% au moins au financement de mesures visant à encourager la planification familiale volontaire.

⁴ La Confédération ne peut conclure de traité international qui contreviendrait au présent article ou qui empêcherait ou entraverait la mise en œuvre de mesures propres à atteindre les objectifs visés par le présent article.

II Les dispositions transitoires de la Constitution fédérale

sont modifiées comme suit:

Art. 197 ch. 9 (nouveau)
9. Dispositions transitoires relatives à l'art. 73a (Population)

¹ Après acceptation de l'art. 73a par le peuple et les cantons, les traités internationaux qui contreviennent aux objectifs visés par cet article seront modifiés dès que possible, mais au plus tard dans un délai de quatre ans. Si nécessaire, les traités concernés seront dénoncés.

² Après acceptation de l'art. 73a par le peuple et les cantons, la part de

l'accroissement de la population résidant de manière permanente en Suisse qui est attribuable au solde migratoire ne peut excéder 0,6% au cours de la première année civile, 0,4% au cours de la suivante. Ensuite, et jusqu'à l'entrée en vigueur de la législation d'application relative à l'art. 73a, la population résidente ne peut s'accroître de plus de 0,2% par an. Au cas où elle s'accroîtrait plus vite, la différence devra être compensée dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de ladite législation d'application.

L'intégration, antidote contre la xénophobie

Albert Tille • 4 novembre 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/21931>

Une action commune des collectivités, des partenaires sociaux et de la société civile se met en place

La multiplication des initiatives hostiles aux étrangers et autres campagnes attisant la crainte de l'envahisseur met la politique de l'immigration sous pression. Une meilleure intégration des étrangers doit permettre de rassurer la population, d'influencer l'opinion et d'infléchir la tendance.

C'est l'essentiel du message de Pascal Broulis, président de la Conférence des

gouvernements cantonaux, délivré lors de la récente présentation à la presse des travaux du «*Dialogue sur l'intégration*»⁷. Ledit dialogue est une construction typiquement helvétique intégrant les collectivités publiques à tous les niveaux, les partenaires sociaux et les autres organes de la société civile.

Il s'élabore à un rythme, lui aussi, helvétique. En 2009, une première conférence nationale sur l'intégration s'est efforcée de clarifier les rôles des différents partenaires publics. La nouvelle loi sur les étrangers entrée en

vigueur en 2008 consacre, une nouveauté, les articles 53 à 58⁸ à la promotion de l'intégration. Outre la responsabilité des organes publics, la tâche des partenaires sociaux et des organisations non-gouvernementales est expressément posée dans la loi.

Reste donc à la mettre en pratique. En 2011, une deuxième conférence nationale sur l'intégration a convoqué tous ces acteurs pour clarifier les rôles de chacun. Un an et demi après, les partenaires se sont répartis concrètement les tâches et ont fixé un délai